verbatims

INSTITUT DE FORMATION ET D'APPUI POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS IDENTITAIRES

Konrad Adenauer Stiftung

Coopération Européenne et Internationale (EIZ)
Programme pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest (PDWA

PROGRAMME DE PRÉPARATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE DÉBATS POLITIQUES DE FOND EN PÉRIODE PRÉ ÉLECTORALE À YOPOUGON, ABOBO ET À LA RADIO ESPOIR

Rapport final

ABIDJAN, le 11 octobre 2016

Clôture de la journée de « pédagogie du débat public », en préparation des débats politiques avec les orateurs politiques et les Leaders d'OPinion d'Abidjan (LOPA), représentants des jeunesses des principaux partis politiques formés et sensibilisés par Verbatims

AGENDA

Page

I. CONTEXTE - OBJECTIFS - MÉTHODOLOGIE..... 3

II. ACTIVITÉS RÉALISÉES..... 5

III. ÉVALUATION GÉNÉRALE PAR RAPPORT AU PROJET INITIAL..... 13

IV. IMPACTS DIRECTS ET INDIRECTS DES ACTIVITÉS RÉALISÉES..... 14

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS..... 17

I. CONTEXTE - OBJECTIFS - MÉTHODOLOGIE

a. CONTEXTE

L'année 2016 est une année électorale en Côte d'Ivoire. Après l'élection présidentielle globalement apaisée en 2015, les élections législatives en 2016 sont un moment clé.

Notre diagnostic après deux ans de travail intensif à Abidjan et dans les zones critiques de l'ouest se résume facilement : le risque de conflits, souvent à base communautaire, durant la campagne électorale est réel.

Une période électorale est, malheureusement souvent un moment privilégié de manipulations diverses où tous les moyens sont bons pour diaboliser ses adversaires. La méthode la plus courante est de stigmatiser l'adversaire selon son ethnie, sa religion, son origine (virus des origines) en y greffant tous les stéréotypes négatifs, plutôt que de proposer un programme concret de société et de favoriser les débats sur des sujets qui concernent les populations.

Ainsi, la préparation et l'organisation de débats publics de fond peut contribuer à prévenir les risques de conflits en période électorale.

Dans ce contexte, l'ONG Belge Verbatims, avec l'appui de ses leaders d'opinion d'Abidjan (LOPA) et la contribution de la Fondation Konrad Adenauer (FKA), ont mené un modeste programme de prévention des conflits : préparation et mise en œuvre de débats politiques de fond dans les communes d'Abobo et de Yopougon ainsi que sur une radio nationale confessionnelle, du **25 mai au 9 septembre 2016,** dans le District Autonome d'Abidjan.

b. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Aboutir à des débats politiques de qualité, en public grâce à un travail préparatoire qui permette :

- aux participants, représentants des citoyens des différents quartiers des communes d'Abobo et de Yopougon, d'interpeller les candidat(e)s et de forger leur choix d'électeur en fonction des réponses apportées à leurs préoccupations et de la vision exprimée dans un programme concret de société plutôt que selon l'appartenance ethnique, clanique, régionale, religieuse, des candidat(e)s.
- aux orateurs (candidats aux élections) d'exprimer la vision et le programme concret de leur parti sur des thématiques précises et bien cadrées, sans trop improviser ou tomber dans la démagogie ou

l'utilisation d'arguments de type ethnique, clanique, régionaliste ou religieux.

- de mobiliser nos leaders d'opinion journalistes radiophoniques et les soutenir pour qu'ils organisent des émissions de débats avec des élus et/ou candidats et des auditeurs sur des thématiques précises.

c. MÉTHODOLOGIE POUR LA TENUE D'UN DÉBAT POLITIQUE DE QUALITÉ, EN PUBLIC

Une méthodologie intégrée qui se décline en 4 étapes successives de préparation, pour aboutir à la 5ième étape : la tenue du débat politique, en public proprement dit.

- 1ère étape : Mobilisation de notre réseau de leaders d'opinion d'Abidjan (LOPA) représentants des jeunesses des principaux partis politiques pour qu'ils (elles) remplissent deux missions :
  - le recrutement, au sein de leur parti respectif des futurs orateurs invités au débat (des candidat(e)s aux élections)
  - la collecte des préoccupations de la population de leur commune.

- 2ième étape : Organisation d'une journée de « pédagogie du débat public » en présence des futurs orateurs. Au cours de cette journée, les futurs orateurs sont mis au courant des thématiques qui seront abordées lors des débats.

- 3ième étape : Recrutement des participants aux débats, par les LOPA selon une feuille de route qui permet d'approcher un échantillon représentatif de la population de la commune selon les quartiers, le genre, l'âge, l'appartenance ethnique, religieuse et politique.

- 4ième étape : Dernière mise au point avant le débat. Confirmation des thématiques, présentation de la charte de bonne conduite, des modalités concrètes du débat (mesure des temps de paroles, etc)

- 5ième étape : Tenue du débat politique en public, selon un chronogramme établi en commun.

II. ACTIVITÉS RÉALISÉES

Durant trois mois et demi (25 mai au 9 septembre 2016) et pour atteindre les objectifs du programme, Verbatims, avec l'appui de ses Leaders d'Opinion d'Abidjan (LOPA), ont développé la méthode en activités successives :

a. **Activité 1 : Recrutement des futurs orateurs issus des principaux partis politiques et recueil des préoccupations de la population, du 25 mai au 27 juin 2016.**

Pour recruter les orateurs politiques, futurs candidats aux élections en vue de participer aux débats politiques, les actions suivantes ont été menées :

- **Séance d'informations et d'échanges** avec 10 jeunes Leaders d'Opinion d'Abidjan (LOPA) venus d'Abobo et de Yopougon et appartenant respectivement au RDR, au FPI, au PDCI, au MFA et à l'UDPCI. A cette séance, le programme a été présenté aux LOPA ainsi que les Termes de Références de toutes les activités. A l'issue des échanges, les LOPA ont pris l'engagement de participer à ce programme pilote de tenue des débats politiques en vue des élections apaisées en Côte d'Ivoire. Ainsi, deux équipes de travail (une pour Abobo et une pour Yopougon), constituées chacune de cinq personnes, représentant les cinq principaux partis politiques : RDR, PDCI, MFA, FPI, et UDPCI, ont été formées pour mobiliser les orateurs au sein des cinq principaux partis politiques.

Présentation du Programme des débats publics de fond aux LOPA, lors de la séance d'information et de lancement des activités le 25 mai 2016 dans les bureaux de Verbatims à Cocody.

- **Mobilisation des instances des partis politiques**. Des courriers d'informations, des TdR ainsi que l'agenda des activités, ont été transmis aux instances des partis politiques. Chaque LOPA a fait le suivi de ces courriers au sein de son parti et a réussi à convaincre son parti de désigner 2 ou 3 futurs candidats pour être des orateurs aux débats politiques que nous organisons.

- **Recueil des préoccupations de la population par les LOPA**. Les deux équipes de travail ont, dans leur commune respective, rencontré des associations de femmes, de jeunes, des leaders de partis politiques des différents quartiers pour recueillir leurs préoccupations. Les LOPA ont présenté ces différentes préoccupations à l'équipe de Verbatims et ensemble ils ont dégagé les thématiques qui seront développées aux débats.

b. Activité 2 : Journée de préparation générale : « Pédagogie des débats publics », 30 juin 2016 à Abidjan

Cette journée a permis le regroupement des orateurs politiques recrutés au sein des partis, des journalistes mobilisés et des leaders des jeunesses des partis politiques (LOPA) pour une sensibilisation à la culture du débat comme mode de prévention des conflits en période électorale. (Sur 15 orateurs, futurs candidats attendus, 14 étaient présents).

Suite à la présentation d'une synthèse des modules relatifs aux mécanismes des risques de conflits en période (pré)électorale par le formateur, Chargé de Programme, Jean Bosson, les principales discussions ont tourné autour de la distinction entre la conception « ethnique » et la conception « contractuelle » de la Nation.

Il fut admis par tous que la conception « ethnique » de la nation portait en elle même des risques importants de conflits alors que l'adhésion à un « contrat social » qui unit des communautés, des ethnies, des individus autour d'un destin commun et des règles communes constituait une « Nation contractuelle » qui enfante de citoyens égaux dotés des mêmes droits et devoirs.
La Nation contractuelle n'est pas un groupe ethnique mais une société civique composée d'ethnies différentes qui perçoivent dans leur propre intérêt de se lier par un destin commun.
Les orateurs, futurs candidats aux élections, ont tous approuvé la nécessité de la mise en place de débats publics de fond. Ainsi, le premier Adjoint au Maire d'Abobo Idrissa Kennedy (RDR) a reconnu que les hommes politiques ont aussi leur part de responsabilité dans l'absence des débats publics.
Il a confié : « *J'ai été le premier à penser que les débats devaient être arrêtés car synonymes de désordre. On n'allait pas aux débats pour instruire la population et débattre sur les programmes de société. Nous sommes tous fautifs !* »

Après la présentation et les échanges sur les raisons d'organiser des débats publics de fond, la seconde partie de la journée fut consacrée aux échanges sur les modalités concrètes de la tenue des débats publics permettant aux citoyennes et aux citoyens de percevoir les différences entre les offres politiques sur des thématiques précises qui les concernent. Une Charte de bonne conduite des débats a été élaborée.

La dernière partie de cette journée a porté sur la délimitation des thématiques issues des préoccupations relevées par les LOPA au sein de la population.
Quatre thématiques ont été retenues :

1. les infrastructures sociales de base (eau, électricité, routes, écoles, santé…),
2. la cohésion sociale (indemnisation des victimes, situation des réfugiés…),
3. la lutte contre la pauvreté (emploi des jeunes et des femmes, cherté de la vie…)
4. la sécurité (phénomène des microbes, problème des fumoirs…).

Présentation des mécanismes des risques de conflits en période (pré)électorale lors de la journée de « pédagogie des débats publics », le 30 juin 2016 avec les orateurs, LOPA, journalistes et Verbatims à Abidjan.

Photo de famille après la journée de préparation générale des débats publics, le 30 juin 2016 à Abidjan.

c. **Activité 3 : Recrutement de 40 participants aux débats politiques par commune et par débat, du 06 juin au 13 Août 2016 à Abobo et à Yopougon**.

Le recrutement des participants à chaque débat politique a été fait par les deux équipes de travail composées des LOPA. Ainsi, dans chaque commune, les 5 LOPA ont recruté chacun 8 participants avec l'appui de l'équipe de Verbatims. Les 40 participants recrutés devaient constituer un échantillon le plus représentatif possible de la population de la commune, selon les quotas classiques : quartiers, genre, âge, profil professionnel, ethnique, religieux, et politique. Cet objectif fut atteint.

Après plusieurs briefings des LOPA avec des potentiels participants, par équipe ils ont soumis à Verbatims la liste des participants. Nous avons équilibré les profils de participants de manière à assurer la plus grande variété sur le plan ethnique et politique, pour chaque débat.

d. **Activité 4 : Dernières préparations avant les débats politiques à Abobo et à Yopougon,**

Trois séances de préparation à la tenue des débats publics ont été organisées la veille de chaque débat. L'objectif de ces journées de préparation était de créer une relation de confiance et un climat d'échanges matures et constructifs avec les orateurs et les LOPA.

Au cours de ces séances de préparation (14 juillet, 21 juillet et 8 septembre 2016), trois actions ont été menées :

- La présentation des profils des participants et leur mode de recrutement.
- La circonscription des thématiques du débat et des interpellations des participants relatives à ces thématiques. L'objectif pour les orateurs était de préparer des réponses concrètes et réalistes à ces interpellations. Quatre thématiques ont été retenues : la cohésion sociale, les infrastructures de base, la lutte contre la pauvreté et la sécurité.
- Les échanges avec les orateurs sur les modalités concrètes du déroulement du débat. Il s'est agi de situer les responsabilités de chaque acteur impliqué dans l'organisation et la tenue du débat (équipe Verbatims, modérateurs, orateurs, LOPA, chronométreur et participant). Ces séances se sont terminées par la présentation de la **Charte de bonne conduite du débat public,** que les participants, les orateurs des partis politiques et le modérateur seront amené(e)s à signer juste avant le débat.

Intervention du Chargé de Programme lors de la préparation la veille du débat à Abobo

Photo de famille (Orateurs d'Abobo, LOPA et Verbatims)

e. Activité 5 : Tenue des débats publics à Abobo et à Yopougon, 15 et 22 juillet et 9 septembre 2016 et à la Radio Espoir le 19 août 2016.

Trois débats ont eu lieu en public avec la participation de **117** personnes et 11 orateurs, futurs candidats, issus du RDR, FPI, PDCI, UDPCI et du MFA : deux débats à Abobo (15 juillet et 9 septembre 2016) et un débat à Yopougon (22 juillet 2016). Un débat a eu lieu à la radio Espoir. Le tableau suivant présente la synthèse des propositions faites par les orateurs politiques à l'issue des 4 débats.

Tableau 1 : Synthèse des propositions concrètes des orateurs politiques par thématique et par parti politique

RDR			
INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE	COHESION SOCIALE	LUTTRE CONTRE L'INSECURITE	LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
▪ Accessibilité des logements sociaux par les plus pauvres, réactualiser le système de location-vente. ▪ Mise en place d'un suivi rigoureux assorti de sanctions (comme en Angleterre pour l'école gratuite) ▪ Encourager le gouvernement à mettre en place un mécanisme de coercition pour l'application de la loi sur les cautions des maisons (3 mois maximum). ▪ Favoriser le partenariat stratégique entre l'AGEPE et le secteur privé.	▪ Encourager toutes les victimes de la crise postélectorale à se faire recenser auprès des structures compétentes (CONARIV, PNCS…). ▪ Pour éviter la stigmatisation ethnique, religieuse, encourager les citoyens à avoir une culture de débats publics et faire de la stigmatisation une infraction pénale.	▪ Réactiver la plateforme des jeunes de la cellule « les mots contre les maux ». ▪ Prendre des lois pour détruire les fumoirs et condamner les propriétaires dans les communes. ▪ Pour lutter contre les microbes, rendre effective l'école obligatoire.	▪ Pour la baisse des coûts de l'électricité et de l'eau, encourager l'Etat à accélérer le processus de libéralisation du secteur de l'énergie pour avoir des coûts compétitifs. ▪ Inciter les jeunes à s'approprier le ministère de l'emploi pour des stages et des emplois. ▪ Encourager le système de budget participatif pour évaluer les besoins réels de la population.
PDCI			
INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE	COHESION SOCIALE	LUTTRE CONTRE L'INSECURITE	LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
▪ Pour l'hygiène scolaire, soumettre des commerçants et marchands à des tests d'hygiène. ▪ Pour les logements sociaux, préconiser le système de location-vente (SOGEFIA, SICOGI…) ▪ Pour l'adéquation formation-emploi, créer un Lycée agricole car l'économie ivoirienne repose sur l'agriculture.	▪ Encourager les fêtes tournantes pour l'Indépendance comme instrument de renforcement de la cohésion sociale. ▪ Encourager le Gvt à prendre des mesures législatives sanctionnant des propos stigmatisant un adversaire en raison de son ethnie, de sa religion ou région.	▪ Faire adopter une loi pour éradiquer le phénomène des « microbes »	▪ Pour une baisse des coûts d'électricité et de l'eau, encourager l'Etat à réduire les taxes comme la redevance de la RTI, le ramassage des ordures…

FPI			
INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE	COHESION SOCIALE	LUTTRE CONTRE L'INSECURITE	LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
▪ Préconiser le bio-nettoyage par des agents techniques de salubrité pour assurer l'hygiène scolaire et sanitaire. ▪ Organiser souvent dans les écoles des journées de propreté pour promouvoir une hygiène saine. ▪ Préconiser un système de location-vente avec l'Etat qui construit et les acquéreurs les louent jusqu'à un temps pour devenir propriétaires.	▪ Adopter le système de budget participatif mettant la population au cœur des projets à travers des comités de quartiers récoltant et faisant remonter les besoins réels et priorités de la population. ▪ Pour les risques de manipulation, inviter les jeunes à la méritocratie et à opérer des choix électifs en fonction des programmes ou de projets de société.	▪ Inviter les autorités à l'application de la loi sur les nuisances sonores dans les communes. ▪ Pour les « microbes », mettre en place des centres de réinsertion pour ceux qui le souhaitent et juger les autres comme des criminels.	▪ Pour l'adéquation formation-emploi, inviter les collectivités décentralisées à mettre en place des fonds de soutien des jeunes à l'entreprenariat. ▪ Pour la baisse des coûts de l'électricité et de l'eau, le Gvt devrait accélérer le processus de libéralisation du secteur et supprimer les taxes comme la redevance de la RTI, le ramassage des ordures mais créer également d'autres centrales thermiques.

UDPCI			
INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE	COHESION SOCIALE	LUTTRE CONTRE L'INSECURITE	LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
▪ Instaurer l'hygiène comme condition sine qua non de création d'une école. ▪ Instaurer des concours de propreté dans les différentes écoles pour valoriser et récompenser les écoles modèles. ▪ Pour l'accès aux logements sociaux par les plus pauvres, favoriser le système de location- vente avec l'obligation pour les acquéreurs d'y habiter réellement.	▪ Pour l'indemnisation des victimes, encourager le Gvt à prendre en compte les victimes de la crise de 2002. ▪ Instaurer dans les quartiers des séances de réconciliation assortie d'élaboration et d'exécution de projets communautaires. ▪ Pour des discours tribalistes en période électorale, la CEI devrait sanctionner le coupable en retirant son nom de la liste des candidats.	▪ Pour lutter contre l'insécurité, créer des centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle pour les jeunes désœuvrés. ▪ Mettre en place un mécanisme indépendant de contrôle des émissions des média qui incite les jeunes à la violence (« boro d'enjaillement ») ,	▪ Mettre en place une politique d'emploi et d'auto emploi au niveau des communes pour les jeunes.

MFA			
INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE	COHESION SOCIALE	LUTTRE CONTRE L'INSECURITE	LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
▪ Favoriser une culture de l'hygiène dès le plus jeune âge dans les écoles.	▪ Inviter les hommes politiques à ne pas utiliser des mots incitant à la haine ethnique, religieuse, clanique tels que « le rattrapage ethnique », « c'est notre tour », etc …	▪ Pour les rapatriés ivoiriens, créer un système d'entraide par des familles volontaires pour accueillir ceux-ci avant leur réinsertion professionnelle.	▪ Poursuivre la mise à disposition de fonds pour les femmes et les jeunes filles pour assurer leur autonomisation.

Quelques images de la tenue des débats politiques

Photo de famille après le débat à Abobo, Le 15 juillet 2016

Les orateurs et le modérateur lors du débat à Yopougon, le 22 juillet 2016

Présentation des orateurs lors du 2ème débat à Abobo, le 9 septembre 2016

Interpellation d'un participant lors du débat du 9 septembre 2016 à Abobo

Le tableau suivant fait le récapitulatif des temps de parole lors des différents débats.

Tableau 2 : récapitulatif des temps de parole des orateurs lors des débats politiques

		RDR	FPI	PDCI	MFA	UDPCI
Ordre, Nature et lieu du débat		**Temps de parole (minutes)**				
1	**Débat en public à Abobo (1)**	27.26	26.41			26.04
2	**Débat en public à Yopougon**	29.56	27.27		24.27	
3	**Débat à la Radio Espoir**	27.06		20.53		
4	**Débat en public à Abobo (2)**		26.52	28.46		28.34
Total des temps de parole (min)		**84.28**	**80.20**	**48.99**	**24.27**	**54.38**

III. ÉVALUATION GÉNÉRALE PAR RAPPORT AU PROJET INITIAL

Par rapport au projet initial, il a y eu un changement dans la réalisation des activités du programme au niveau de l'activité 6 : « appui aux radios pour la tenue des débats publics ».

Trois débats radiophoniques étaient prévus sur deux radios confessionnelles abidjanaises Radio Espoir (Catholique) et Al Bayane (Musulmane) et sur la Radio Régionale du Cavally, en raison de leur taux d'écoute. Après plusieurs démarches entreprises auprès des autorités et journalistes (courriers, participation aux séances de préparation, etc.), Verbatims a été informé par les autorités de ces radios que **la Haute Autorité de l'Audiovisuel interdisait au radios de tenir des « débats politiques.** »

Ainsi, après avoir informé le partenaire de cette situation, l'alternative retenue pour des raisons d'efficacité et d'efficience, fut l'organisation d'un deuxième débat en public dans la commune d'Abobo, le 09 septembre 2016. Et, il fut possible d'organiser une émission sur la Radio Espoir sur les thématiques retenues sans pour autant que l'émission n'apparaisse comme un « débat politique ». Diffusion le 19 août 2016.

IV. IMPACTS DES ACTIVITÉS RÉALISÉES

a. IMPACTS DIRECTS : IMPRESSIONS GÉNÉRALES DES PARTICIPANTS, ORATEURS ET LOPA APRES LES DÉBATS

Quatre débats politiques ont été réalisés avec la participation de 117 personnes et 11 orateurs ainsi qu'un journaliste de la radio espoir. Ces débats ont été conduits par trois modérateurs.

De façon générale, ces débats se sont déroulés dans une bonne ambiance et une satisfaction totale avec un fort engagement des LOPA, des orateurs et des participants.

Voici donc quelques impressions de certains participants.

i. KOUAKOU Gustave, Coordonnateur JPDCI et LOPA

« Ces débats vont nous mettre à l'abri des conflits électoraux » : « L'initiative de l'ONG Verbatims à travers ces débats entre les futurs candidats est la bienvenue. Parce que ça permet à la population de s'entretenir et de communiquer avant la joute électorale avec les différents candidats. Cela permet aussi aux candidats de recueillir les aspirations des populations. Cela permet, à ne point douter, d'éviter des conflits et des crises électorales. »

ii. M'BRA Kouassi Daniel, membre du Bureau politique du PDCI, Orateur

« J'ai beaucoup appris » : « au sortir de ce débat, je suis heureux, j'ai beaucoup appris. Je constate que ce genre de débat est bon à l'orée des élections générales. Il faut que de temps en temps on en fasse. »

iii. ASSI Placide, Fédéral FPI, Orateur

« Ça permet de booster la réconciliation » : « C'est une très bonne initiative. A travers ce projet de débat, nous avons pu échanger avec nos camarades politiciens. Cela a permis d'être en contact avec la population quant aux idées que nous avons pour le développement de notre commune. Nous pensons que cela a pu impacter la visibilité même de la cohésion sociale. Ça permet de booster un tant soit peu la réconciliation, ce que recherche actuellement la Côte d'Ivoire. »

iv. DIABAGATE Yacouba, SG bureau départemental RJR, Participant

« C'est une tribune qu'il fallait à la jeunesse » : « Mes impressions pour ce débat sont bonnes. J'avoue que c'est une tribune qu'il fallait à la jeunesse. C'est une tribune qu'il fallait créer. Parce qu'elle nous permet de nous libérer, de nous exprimer sur des questions qui nous intéressent au plus haut niveau. Il faut à la jeunesse ce genre d'espaces. Je dirais qu'il faut les multiplier autant que nécessaire. »

b. IMPACTS INDIRECTS : VISIBILITÉ DES DÉBATS

Pour toutes les activités, une émission radiophonique et des articles de journaux ont été produits.

i. Emission à la radio Espoir de Port-Bouët.

La Radio Espoir est implantée à Abidjan et à l'intérieur du pays avec plus de 50 000 auditeurs. L'émission débat réalisée avec des orateurs du RDR et du PDCI, le 19 août 2016 a été largement diffusée.

ii. Production d'articles et réalisation d'interviews dans les médias

Trois organes de presse écrite : Fraternité matin, L'Inter et Nord-sud Quotidien ainsi qu'un média en ligne : AIP- Agence Ivoirienne de Presse ont couvert les trois débats en public.

Le tableau suivant présente la revue de presse, transmise au fur et à mesure à la KAS.

Tableau 3 : Revue de presse

Date de parution	Organe / Nom du journaliste	Titre de l'article
15 juillet 2016	AIP/ Memel	L'ONG Verbatims initie un débat public entre les candidats des partis politiques.
16-17 juillet 2016	Nord Sud Quotidien / MC Stagiaire	Abobo Lancement de la campagne de Verbatims contre les conflits électoraux : Des cadres du RDR et du FPI donnent leurs recettes.
18 juillet 2016	Fraternité Matin / Kanaté M.	Législatives à Abobo : RDR, FPI et UDPCI appellent à un discours apaisé.
20 juillet 2016	L'Inter / H. Oulaï	Législatives 2016 à Abobo : Les engagements des candidats du RDR, du FPI et de l'UDPCI.
23-24 juillet 2016	Nord Sud Quotidien /Tenin Bê Ousmane	En prélude aux prochaines élections à Yopougon, le RDR, le MFA et le FPI confrontent leurs programmes.
25 juillet 2016	AIP/ Son désirée	Un membre du FPI préconise un mécanisme de relocalisation pour les réfugiés.
26 juillet 2016	AIP/ Son désirée	Le Président du RJR de Yopougon préconise l'école obligatoire comme solution à la lutte contre le phénomène des enfants en conflits avec la loi, appelés « microbes ».
26 juillet 2016	AIP/ Son désirée	La vice-présidente des femmes du MFA plaide pour plus de chances des femmes aux élections.
5 août 2016	Nord Sud Quotidien /Tenin Bê Ousmane	Interview de Jean Bosson à propos des prochaines élections législatives : Il faut de véritables débats sur les choix des candidats.

10-12 septembre 2016	Nord Sud Quotidien /Tenin Bê Ousmane	Débats démocratiques, trois candidats aux législatives s'affrontent à Abobo.
12 septembre 2016	AIP/ Son désirée	Une ONG veut amener les candidats à élaborer de véritables programmes de société.
15 septembre 2016	L'Inter / H. Oulaï	Cohésion sociale à Abobo ; Des candidats aux municipales et aux législatives font des propositions.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

a. CONCLUSIONS

« La puissance du vote dans un régime démocratique ne repose pas sur le vote lui-même mais sur l'existence d'un véritable débat public »
Amartya SEN (Economiste indien, Prix Nobel d'économie en 1998).

Ainsi, la préparation et l'organisation de débats publics de fond, initiées par l'ONG belge Verbatims, avec la contribution financière de la Fondation Konrad Adenauer (FKA), ont permis aux futurs candidats, dans une ambiance fraternelle, de répondre aux interpellations de la population sur des questions liées aux infrastructures de base, à la cohésion sociale, à la lutte contre la pauvreté et à la sécurité.

Tous les participants à ces débats ont exprimé leur profonde gratitude à la Fondation Konrad Adenauer pour le financement de ces activités mais également à l'ONG Verbatims pour l'initiative et la tenue de ces débats, considérées comme de véritables instruments pour désamorcer les conflits en période préélectorale. Comme le disait un participant, ces débats sont **« une tribune qu'il fallait à la jeunesse ».**

b. RECOMMANDATIONS

Pour contribuer à instaurer une culture de débats démocratiques au sein de la population ivoirienne et surtout au niveau de la classe politique, les recommandations suivantes ont été faites à l'endroit des différents acteurs impliqués dans le Programme.

i. Au niveau de la Fondation Konrad Adenauer :

Continuer à appuyer l'organisation de débats politiques bien préparés pour contribuer à l'instauration d'une démocratie participative en Côte d'Ivoire et prévenir les risques de conflits à base communautaire en période pré électorale.

ii. Au niveau des futurs candidats aux prochaines élections législatives et municipales :

- Elaborer de véritables programmes de société en tenant compte des aspirations et des besoins réels de la population afin d'éviter la stigmatisation ethnique, religieuse et tribale d'un ou des adversaires politiques et / ou la langue de bois ;
- Contribuer à tenir des campagnes électorales apaisées et sans violence en évitant les discours discriminatoires et en tenant des discours constructifs proches des préoccupations concrètes des populations.

iii. Au niveau des participants / électeurs :

- Pour désamorcer les conflits identitaires en période électorale, opérer le choix de candidats en fonction d'un programme de société et non en fonction de son appartenance ethnique, clanique, religieuse… ;
- Initier entre jeunesse de partis politiques des débats publics de fond afin de prévenir toutes formes de manipulations et d'enfermement qui conduisent au repli identitaire et à la violence.
- Interpeller les candidats sur leur propositions concrètes pour les enjeux majeurs de développement qui concernent directement les populations.
- Favoriser une dynamique au sein de la société civile pour devenir une réelle force de propositions active dans les débats de société.

iv. Au niveau de Verbatims :

- Rechercher des financements pour poursuivre la tenue de débats publics bien préparés sur l'ensemble du territoire ivoirien.
- Poursuivre les actions de mise en valeur des LOPA[1] politiques comme une nouvelle génération d'élites innovatrices pour le renouveau de la classe politique.
- Encourager les LOPA et les leaders politiques à faire le suivi des différentes propositions des orateurs sur la cohésion sociale, la sécurité, la lutte contre la pauvreté et les infrastructures de base.

Fait à Abidjan, le 7 octobre 2016
Pour Verbatims, Le Chargé de Programme
Jean Bosson

Annexe : « Charte de bonne conduite aux débats publics » qui fut signée par tous les acteurs et participants aux débats en public.

[1] LOPA sont les leaders d'opinion d'Abijdan formés par Verbatims sur l'ensemble des modules

verbatims
INSTITUT DE FORMATION ET D'APPUI POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS IDENTITAIRES

Konrad Adenauer Stiftung

CHARTE DE BONNE CONDUITE AUX DEBATS PUBLICS

Nous,

Organisateurs, orateurs et participants, conscients de l'intérêt et de la nécessité de l'instauration d'un débat public de fond pour consolider la démocratie ivoirienne, acceptons de respecter tout au long du processus des débats, les règles de conduite énoncées ci-après :

Article 1. Comportement des organisateurs

Les organisateurs (Verbatims et les Leaders d'opinion d'Abidjan - LOPA) s'engagent à :

- Respecter les principes d'indépendance et de transparence tout au long du processus.
- Faire respecter les droits et libertés des orateurs et participants aux débats.

Article 2. Comportement des orateurs

Les orateurs s'engagent à :

- Ecouter très attentivement les propos des participants et répondre avec courtoisie.
- Avancer des arguments motivés et réels répondant concrètement aux préoccupations soulevées par les participants.
- Respecter les droits et libertés de chacun : liberté de pensée, liberté d'expression et droit à la parole.
- Respecter les décisions des modérateurs.
- Ne prendre la parole que lorsque le modérateur la leur accorde.
- Parler d'une voix forte et claire afin d'être entendu et compris de tous.

Article 3. Comportement des participants

Les participants s'engagent à :

- Se présenter clairement et préciser s'il (elle) parle au nom d'un groupe ou d'une association, ou en son nom propre.
- Exprimer des préoccupations réelles et motivées.
- Respecter les droits et libertés de chacun : liberté de pensée, liberté d'expression et droit à la parole.
- Adopter une écoute active et être courtois durant le débat.
- Demander la parole et attendre qu'elle leur soit accordée avant d'intervenir.
- Respecter les décisions des modérateurs.

- Parler d'une voix forte et claire afin d'être entendu et compris de tous.
- Ne pas répéter une préoccupation déjà énoncée.

Article 4. Comportement des modérateurs

Les modérateurs s'engagent à :

- Respecter les principes d'équivalence de prise de parole et d'indépendance.
- Traiter tous les orateurs et participants au débat avec la même courtoisie.
- Veiller à ne privilégier personne.

Article 5. Comportement du chronométreur

Le chronométreur s'engage à :

- Etre attentif aux prises de parole et à respecter les délais impartis sans favoriser aucun des intervenants.
- Signaler la fin des interventions au temps réel.
- Donner le temps cumulé d'intervention de chaque orateur.

FAIT A ABIDJAN LE 30 JUIN 2016

LOPA (Leaders d'Opinion d'Abidjan) **ORATEURS** **VERBATIMS**